



COMMUNIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL

14 Juin 2016

Madame, Monsieur,

Vous êtes nombreux à nous solliciter concernant les velléités des Pouvoirs Publics à installer un camp de transit pour migrants sur le site de l'ex-EAN. La pétition initiée par certains Nobeltussois en est une des illustrations et conforte les actions que nous menons déjà. Nous partageons vos interrogations et vos craintes totalement légitimes.

Le Conseil Municipal, solidaire et à l'unanimité, a immédiatement réagi : il a indiqué dès la semaine dernière aux Pouvoirs Publics, représentés par la Préfecture, ainsi qu'aux acteurs politiques locaux et régionaux, que ce projet n'était pas viable, en insistant notamment sur les points suivants :

- . Participer à l'élan de solidarité humanitaire ne peut être mené à n'importe quelle condition.
- . L'accueil et le séjour de plusieurs dizaines de personnes en transit sont incompatibles et disproportionnés avec la taille et la structure de notre commune. Ils sont par ailleurs source de déstabilisation de la vie locale.
- . Comment occupe-t-on ces populations la journée, le soir et les week-ends dans un contexte de desserte locale et de moyens de transports sous dimensionnés et sans services ?
- . Quelle sécurité est envisagée dans la proximité d'une école maternelle et élémentaire fréquentée par 170 élèves et d'un village composé à près de 50 % par des moins de 25 ans ?
- . L'accueil dans la dignité de populations en situation de souffrance morale dans des locaux de l'ex-EAN vétustes et insalubres pose des questions d'ordre sanitaire et social.
- . La proximité des habitations soulève de réelles questions de promiscuité, de cohabitation et d'insécurité.
- . La proximité de l'aérodrome dont le plan Vigipirate renforcé impose des obligations d'étanchéité et de sûreté du périmètre pose la question du bien-fondé du risque de création d'un point de faiblesse dans le dispositif.
- . Notre projet de développement économique autour de l'avion électrique, qui englobe le site de l'ex-EAN et qui recueille le soutien des mêmes Pouvoirs Publics et des politiques de tous bords serait indéniablement remis en cause au cœur du territoire d'excellence Paris Saclay.
- . La Ryder Cup à venir, à moins de 10 minutes à pied, et toute l'aura médiatique qui entoure les compétitions internationales auxquelles notre pays candidate rendent ce projet incompatible avec l'image ambitionnée.

Nous tenions, par notre précédent communiqué, à vous informer de cette situation même si aucune décision n'est aujourd'hui arrêtée par l'Etat. Nous souhaitons que nos premières actions engagées par votre Conseil Municipal unanime soient suffisantes pour bloquer « ce projet » et nous attendons le retour sur notre courrier de vendredi dernier.

Vous nous avez élus pour défendre les intérêts de notre commune, de son identité et de ses projets qui incluent tout particulièrement le site de l'ex-EAN, actuellement en jeu. Nous avons aujourd'hui besoin de votre confiance et nous vous remercions de nous la renouveler à travers la pétition en circulation. Nous poursuivons notre action concertée auprès des Pouvoirs Publics : l'organisation d'une réunion publique nous semble prématurée pour l'instant mais dans le cas où l'Etat maintiendrait « son projet », soyez assurés que vous serez associés à la décision des actions à mener afin qu'elles soient cohérentes, concertées et le reflet de la collectivité pour éviter que des actions isolées perdent en efficacité ou soient contre productives.



otre Conseil Municipal, avec ses sentiments dévoués.